SOCIALISME OU BARBARIE
France

Cahier de formation N°4 - Prix: 1 € - Mai 2015
www.socialisme-ou-barbarie.org - soub.france@gmail.com

En défense de l'abolitionnisme



Débat sur la traite et l'exploitation sexuelle

Sommaire

En défense de l'abolitionnisme.

Débat sur la traite et l'exploitation sexuelle

Marina Hidalgo Roble

La traite et l'exploitation sexuelle constituent un problème qui, au cours des dernières décennies, a pris de l'importance pour la société en général, et en particulier pour le mouvement des femmes. La lutte contre la traite et l'exploitation sexuelle est dans l'agenda du mouvement des femmes, dans les rues et dans les débats théoriques et politiques. Nous, Las Rojas, dans le cadre du mouvement des femmes qui s'organise pour lutter contre le patriarcat, participons non seulement au combat quotidien dans la rue, mais aussi à l'approfondissement du débat sur l'abolition, dans une perspective féministe et socialiste.

Pour gagner le combat, il est nécessaire de préciser comment ces formes de domination fonctionnent selon les intérêts des gouvernements et des organisations internationales, et de débattre sur la stratégie que nous, femmes, devrions mettre en place pour lutter.

Ce fléau existe dans tous les pays du monde, des plus pauvres aux plus développés, avec un vecteur commun : la marchandisation du corps et le viol, des femmes, des trans et des enfants. Au cours des dernières décennies, avec l'accentuation des politiques néolibérales dans le monde entier, la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle est devenue une activité rentable pour les Etats puisque c'est l'une des « activités » qui pèse dans le PIB des nations.

Selon les rapports de l'Organisation internationale du Travail, dans le monde, « 20,9 millions de personnes sont victimes du travail forcé », dont 55% sont des femmes et des filles (11,4 millions de personnes). Sur ce total, 4,5 millions de personnes sont «victimes d'exploitation sexuelle forcée » (Organisation internationale du travail, « Estimation du travail forcé. Résumé » juin 2012). Ces données, toutefois, ne reflètent pas fidèlement la réalité, puisque la traite et l'exploitation sexuelle sont des activités illégales. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) reconnaît que le nombre de condamnations pour traite est généralement très faible : sur les 132 pays figurant dans son rapport annuel, 16% n'ont pas enregistré une seule condamnation entre 2007 et 2010, et 23% ont enregistré entre 0 et 10 condamnations seulement

(Global Report in Trafficking in Person 2012, ONUDC - Office des Nations Unies contre la drogue et le crime).

Le caractère international des réseaux signifie que les pays agissent comme lieux d'origine, pays de transit et pays de destination, pour les femmes et pour l'argent. Ce système est une source de revenus pour les Etats. C'est donc un défi majeur d'avoir une politique pour faire face à ce fléau.

Une idée très courante est qu'il y aurait d'une part les femmes qui sont enlevées et contraintes à la prostitution, et d'autre part des femmes qui « choisissent de se prostituer», comme si une chose n'avait rien à voir avec l'autre. Pour nous, cela est faux : la traite n'est qu'une des formes dans lesquelles se présente l'exploitation sexuelle ; les zones rouges, bars, hôtels, (appartements, Internet, alentours des lycées) constituent d'autres formes dans lesquelles les femmes sont également asservies et victimes d'abus sexuels.

Dans cette situation, il existe différentes stratégies pour lutter contre l'exploitation sexuelle des femmes, des trans et des enfants. D'une part, une politique ***prohibitionniste*** très réactionnaire, qui consiste à rendre la « prostitution » illégale. A travers l'application de décrets de police, de lois municipales, d'amendes et de toutes sortes de règlements, on persécute les personnes exploitées avec des peines de prison, des amendes et des mauvais traitements de tous types infligés par les forces de sécurité. Cette politique est ultra conservatrice, car elle ne combat pas la situation de soumission et de vulnérabilité des personnes prostituées ; au contraire, la société réprime les femmes exploitées, pour scandale public, en défense des «bonnes mœurs». Les femmes sont soumises à des examens médicaux obligatoires, en « prévention » de la transmission des MST ou du VIH, mais pas un mot sur les proxénètes.

Certaines organisations proposent le ***réglementarisme*** : le «travail du sexe» comme moyen pour lutter contre la traite et le proxénétisme. Ils assimilent l'exploitation sexuelle (définie comme « travail du sexe ») à n'importe quel emploi. Le problème, disent-ils, est que la prostitution est considérée comme une pratique hors la loi et poursuivie par l'État, ce qui génère des conditions favorisant le proxénétisme clandestin. Selon eux, l'Etat doit réglementer l'activité : garantir les droits du travail pour les personnes qui sont dans cette situation.

Nous, nous sommes pour une politique ***abolitionniste,*** contre l'ensemble du système capitaliste et les relations patriarcales. Pour nous, la seule façon de lutter contre la traite et l'exploitation sexuelle est de détruire les relations patriarcales de domination des femmes, des trans et des enfants. Nous ne considérons pas que dans ce système on peut «choisir librement» de mettre un prix sur son corps et sa sexualité, sans que cela n'implique une pratique violente de soumission. Et nous sommes entièrement opposées aux poursuites, par n'importe quel moyen, des femmes et de toutes les personnes qui

sont victimes d'exploitation sexuelle, à ce qu'on les tienne pour responsables de leur situation de victimes, et à ce que les proxénètes jouissent de liberté. Donc, nous nous battons pour arracher à l'Etat des politiques d'aide et de traitement pour les victimes de réseaux d'exploitation sexuelle, pour des emplois et des logements, et pour organiser le mouvement des femmes avec les travailleurs, jusqu'à la conquête de l'émancipation définitive de toute l'humanité.

L'expression « la prostitution est le plus vieux métier du monde » est bien connue. Avec cette notion, on a essayé de rendre « naturelles » deux idées : que la prostitution est un métier, un emploi dont n'importe qui peut légitimement vivre, et que la prostitution existe et existera toujours comme une réalité immuable. Dans cet article, nous essayons d'expliquer pourquoi ces idées sont fausses, d'approfondir la question de la traite et de l'exploitation sexuelle, ainsi que de la lutte du mouvement des femmes pour abolir cette forme historique de soumission patriarcale, dans une perspective féministe et socialiste.

L'exploitation sexuelle

Il est important de se demander pourquoi il y a du trafic. La première réponse possible est qu'il est au service de l'exploitation sexuelle. C'est-à-dire, les proxénètes n'enlèvent pas des femmes seulement pour les maintenir en captivité : ils le font pour les soumettre au business milliardaire de l'exploitation sexuelle. Par conséquent, on ne peut pas penser à une politique d'éradication du trafic indépendamment de la lutte contre l'exploitation sexuelle. Qu'est-ce que les proxénètes feraient avec les femmes enlevées si les zones rouges et d'autres endroits n'existaient pas ?

L'exploitation sexuelle est une forme de soumission des femmes, des trans et des enfants, à tout type d'activité sexuelle, avec n'importe quel type d'échange : argent, logement, visas, accès à des salles de bain, sécurité dans la rue ou quoi que ce soit dont la personne exploitée « a besoin »[1].

La notion d'exploitation est opposée à l'idée de l'autonomie : quand il y a exploitation, il y a forcément quelqu'un qui exploite. Le proxénète est la figure la plus connue, qui sert d'intermédiaire entre les femmes et les clients/prostitueurs, et bien sûr il

---

1 - C'est la «prostitution-troc». « On pourrait ne voir là qu'un épiphénomène, lié au contexte économique et social. Peut-être, si ce type d'échange n'était pas en train de se diffuser rapidement, en particulier parmi une population jeune. En effet, on constate que des jeunes, pas toujours issus de milieux défavorisés, sont prêts à accepter des relations sexuelles contre des biens non monétaires : cadeaux, logement, drogue ou encore protection de leur bande. En Italie, des jeunes filles, parfois encore adolescentes, proposent sur internet des stripteases via webcam en échange d'une recharge de téléphone portable. Selon le montant de la recharge, la durée du

s'approprie d'une partie de l'argent. Mais même s'il n'y a pas de proxénète, quelqu'un d'autre exerce l'exploitation ; par exemple le prostitueur, il profite de la femme en situation de vulnérabilité. Il peut y avoir la police qui fait payer pour l'espace dans la rue, les agences matrimoniales, les webmasters des sites internet, le personnel des hôtels, les patrons des salons de massages, ceux qui touchent pour la « sécurité » des femmes.

Cette exploitation peut être maintenue parce que l'État patriarcal y participe : circulation des personnes à travers les frontières internationales, nationales et locales, zones rouges, non lieux pour les trafiquants et proxénètes, mouvements d'importantes sommes d'argent sans contrôle, « protection » de la police, sont quelques faits qui ont besoin de la complicité de l'État. Policiers, gendarmes, inspecteurs, juges et procureurs, fonctionnaires de tout type sont nécessaires pour soutenir ce commerce à tous les niveaux.

La chercheuse Sonia Sanchez explique très bien comment, dans ce contexte, ***les femmes exploitées sont toujours seules***. C'est contradictoire, mais l'exploitation sexuelle nécessite la présence d'un ensemble de personnes et d'institutions qui maintiennent « la solitude de la pute», condition de l'opération, car mécanisme d'isolement et de maintien dans sa situation de vulnérabilité (M. Galindo et S. Sánchez: 21). Les femmes qui sont dans la rue, ou dans des bars, sont des individus isolés, les prostitueurs et les proxénètes comptent sur ça. Qui défend une femme quand les prostitueurs ne veulent pas utiliser de préservatifs ? Ou quand ils essayent de l'agresser ou de la violer ? Ou quand elle est harcelée par la police ? Cette notion de «solitude de la pute » montre le degré de risques pour les personnes exploitées. Qui plus est, produit de la barbarie que signifie la soumission à des réseaux d'exploitation, la concurrence entre les femmes prostituées fait obstacle aux liens collectifs. Sonia le dit dans son livre, « La pute, s'il lui arrive de parler, son discours est un monologue, un monologue qui se perd peu à

---

striptease diffère : 10 euros pour 15 minutes, 20 euros pour 20 minutes et 30 euros pour 50 minutes. D'autres donnent accès à leurs photos de charme ou une conversation érotique contre 5 euros de carte téléphonique. La plupart ne reconnaissent pas dans ces relations des pratiques prostitutionnelles mais plutôt une forme de «débrouille » rapide et selon eux sans conséquences, pour se procurer des biens convoités. Ces pratiques, de plus en plus répandues, mettent en lumière la banalisation d'une conception marchande de la sexualité par un certain nombre de jeunes. De fait, la pornographie fait partie du quotidien de ces jeunes Cette omniprésence a un impact sur leur attitude face au sexe et à la prostitution... Au-delà des images elles-mêmes, tout, autour d'eux (les magazines pour adolescentes en particulier) leur présente la sexualité comme le moyen d'obtenir autre chose. Une enquête menée par les services sociaux danois en 2008 montre que pour 10% des filles interrogées et 37% des garçons, il était normal de recevoir de l'argent ou des cadeaux en échange d'une fellation.». Fondation Scelles.

peu car elle arrête de parler, y compris à elle-même. Cette solitude n'est pas visible, parce que la prostituée est entourée du prostitueur, du proxénète, et de la prostituée d'à côté. Mais en fait elle est dans le vide et la solitude. (ibid: 24).

Le commerce de l'exploitation sexuelle du corps des femmes est énorme. L'argent produit par la prostitution a un impact direct sur les économies nationales. Parce que l'argent n'est pas seulement un échange entre une femme et un prostitueur : les hôtels paient des impôts, les marques de cigarettes et de boissons qui sont vendus rapportent des millions, les salariés des bars et des restaurants, la sécurité, les serveurs, tous reçoivent leur part, ainsi que des commerces autour du circuit tel que les taxis, etc. Sans parler des pots de vin à des policiers, inspecteurs et autres fonctionnaires.

L'argent se déplace du pays où les femmes sont exploitées vers des pays d'origine. Il y a d'importantes entrées de devises. Les secteurs les plus riches de la société participent au tourisme sexuel, générant des revenus importants. C'est l'une des raisons pour lesquelles les Etats capitalistes patriarcaux ne font rien pour lutter contre l'exploitation sexuelle.

La traite des êtres humains est un problème très grave. Mais la question est de savoir comment le combattre. En effet, partir de ce qui est présenté comme «de la prostitution forcée» conduit à supposer qu'il pourrait y avoir une sorte de « prostitution avec libre consentement», alors qu'en fait, ***l'enlèvement et le déplacement des personnes sont l'aspect le plus visible d'une situation de violence et d'assujettissement beaucoup plus profonde.***

La notion de traite et l'impérialisme

Les grandes puissances de ce monde semblent condamner la traite de personnes pour exploitation sexuelle. Le gouvernement des Etats-Unis décerne des prix à des gens qui excellent dans leur lutte contre ce fléau. Le Département d'État des États-Unis note les pays en vertu des politiques mises en œuvre par leurs gouvernements contre la traite, ce qui affecte effectivement certains prêts et subventions des organisations internationales à chaque pays.

Un rapport annuel nord-américain donne une note de 1 à 3 pour chaque pays (à l'exception des États-Unis), selon les « efforts » que leurs gouvernements font pour lutter contre la traite. Il prend le soin de préciser que la classification est basée sur «l'étendue de l'action du gouvernement pour combattre la traite plutôt que sur la taille du problème» (Département d'Etat, « Trafficking in Person : Report June 2013 »: 41).

Cela peut donner l'idée que quand bien même de nombreux responsables locaux sont complices, du fait des pots-de-vin remis par les trafiquants, les gouvernements font tout ce qu'ils peuvent contre la traite.

Pourquoi l'impérialisme semble-t-il intéressé par le combat contre la traite des

êtres humains ? Le concept de «trafic» implique le recrutement, le transfert et la réception d'une personne pour qu'elle soit exploitée ; il se réfère à l'acte spécifique de déplacer une personne d'un endroit vers un autre endroit, où elle sera exploitée. Historiquement, ce concept a été créé dans un but précis de contrôle de l'immigration clandestine dans les pays économiquement plus développés. En utilisant la notion de traite, les Etats ont adopté des politiques d'immigration qui visent essentiellement à « renvoyer » les immigrés clandestins vers leurs pays d'origine, pas à développer des politiques visant à l'abolition du système d'esclavage sexuel qui condamne les femmes. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) affirme que « ses principaux objectifs sont de prévenir la traite et de protéger les victimes de ce commerce tout en leur offrant des options de réintégration et/ou de retour sûr et viable dans leur pays d'origine ». Elle propose de renvoyer les personnes vers les pays où elles ont été livrées à la traite, mais pas des politiques pour changer les conditions qui ont provoqué la traite.

Ces prix, ces incitations et ces notations de l'impérialisme, contribuent à créer une illusion de « lutte contre la trait »» pour cacher une politique anti-immigration visant à expulser les personnes victimes de la traite vers leur pays d'origine, et non pas de les libérer ou de les insérer.

Le concept de la traite est un dispositif utilisé par les puissances impérialistes pour imposer leur politique de contrôle des flux migratoires dans le monde. Cela ne signifie pas que l'enlèvement des femmes n'existe pas, mais il est essentiel de préciser ***que le trafic, c'est à dire, l'enlèvement et le transfert des personnes, n'existe que pour satisfaire le marché de l'exploitation sexuelle***. Personne ne penserait à kidnapper une femme seulement pour l'enfermer. L'argent recherché par les trafiquants et les proxénètes vient des réseaux d'exploitation.

« Le travail du sexe »

Pour les défenseurs de l'idée de « travail du sexe », la ***régulation*** implique que les femmes pourraient choisir le «travail du sexe autonome» : exercer une activité sexuelle en échange d'une redevance, de façon indépendante, sans proxénète. Les régulationnistes différencient le « travail du sexe », autonome, librement choisi, de l'exploitation sexuelle sans consentement : la différence réside dans la présence d'un proxénète qui profite de l'activité sexuelle effectuée par les femmes ou trans. Cette idée déforme complètement la réalité : elle invente une bulle dans une société patriarcale et sexiste, o les femmes auraient des rapports avec des hommes dans la bulle, en négociant la somme à payer, sans se faire voler ; elles pourraient décider d'utiliser le préservatif sans refus du prostitueur ; elles pourraient choisir quel type de pratique sexuelle avoir sans être maltraitées, violentées.

Les partisans de « travail du sexe » proposent des « coopératives » comme alternatives au proxénétisme. Il s'agit d'un groupe de femmes qui gèrent la relation avec les prostitueurs, sans proxénètes comme intermédiaires. Dans ces coopératives de femmes et de trans, elles « travaillent librement » et négocient « librement une rémunération juste ». La base de cette proposition est de permettre aux femmes d'exercer sans pression une activité sexuelle, grâce à la loi décrétant la fin de l'oppression patriarcale dont les femmes sont victimes, notamment celles qui sont exploitées sexuellement.

Les coups, les viols, les détentions injustifiées, sont monnaie courante pour les personnes exploitées. Si l'exploitation sexuelle est régulée, qui va réglementer cette activité ? Qui veillera à ce que les prostitueurs utilisent des préservatifs pour protéger la santé des femmes ? Qui assurera la sécurité des femmes en situation de violence ? Qui veillera à ce que « les coopératives des travailleuses du sexe » ne soient pas la propriété d'un proxénète ? Qui va retirer des mains des proxénètes le commerce de l'exploitation sexuelle, qui aujourd'hui rapporte des millions, et le transformer en coopératives autonomes ? Nous savons qui ne va pas le faire: l'Etat capitaliste patriarcal, que jusqu'à présent a garanti le fonctionnement des réseaux de traite et d'exploitation sexuelle de femmes, de trans et d'enfants.

Ils disent : si on laissait le libre exercice de l'exploitation sexuelle, on garantirait une sortie sûre pour les femmes victimes de la traite. Notre désaccord avec ces camarades qui prônent la légalisation de ce qu'ils appellent le «travail du sexe» se trouve précisément là : ils font une fausse différenciation entre l'acte de la traite et son but, l'exploitation sexuelle, en niant le principal motif de l'enlèvement des femmes et des filles.

Il y a une autre question qui mine la notion de «travail autogéré» : la construction de la subjectivité des personnes victimes d'exploitation sexuelle. Les défenseurs du « travail du sexe » font une séparation entre adultes et mineurs. Ils pensent que lorsque les victimes sont mineures, il y a exploitation, mais que quand elles sont adultes elles peuvent choisir librement. Mais cela suppose qu'une fille ou un garçon en situation d'exploitation changerait complètement une fois qu'elle ou il aurait 18 ans. Le jour où elle/il passerait à l'âge adulte, toutes les oppressions et la coercition qui fonctionnaient auparavant sur sa décision disparaitraient, donnant place au plein exercice de son choix.

L'expérience montre que la grande majorité des femmes adultes et des personnes trans qui sont aujourd'hui exploitées ont été soumises à diverses formes de violence sexuelle ou d'exploitation depuis l'enfance ou l'adolescence. Ces expériences laissent des traces dans la subjectivité, elles créent une relation avec les autres et avec son corps, qui les place en situation de vulnérabilité. On tient pour naturelle la violence à l'égard de son propre corps, créant des sentiments de culpabilité, de honte et de responsabilité de sa situation. Des mécanismes de survie apparaissent, qui permettent de séparer les

sensations du corps des sentiments que la situation génère. C'est une façon de survivre à une situation de violence quotidienne. Sans parler du sentiment d'être victimes d'abus aux yeux de toute la société, qui continue longtemps.

Elena Moncada, dans son livre « Yo elijo contar mi historia » (Moi, je choisis de raconter mon histoire), rend compte de ce processus très clairement. L'auteur raconte son expérience de la vie depuis l'enfance. Elle montre comment des situations de violence dont elle a souffert pendant l'enfance ont marqué sa vie de jeune et d'adulte. « Quand j'avais 9 ans, ont commencé des actes que j'ai cru naturels, avec l'ingénuité propre à cet âge, et dont aujourd'hui je découvre que ce sont des choses horribles. A cet âge, un ami de mon frère nous a donné 2 pesos pour nous montrer son pénis. Pour moi, c'était un jeu ... ce n'était pas mal. Nous n'avons rien fait de mal, il s'agissait d'argent. J'ai comme le sentiment que j'ai été préparée pour être prostituée »(E. Moncada: 21). Ces expériences font partie de l'histoire des expériences de l'enfance des femmes exploitées, vues comme une chose naturelle, naturelle dans le paysage. Ainsi, les expériences de la vie d'une personne dans le contexte de l'oppression générale des femmes forment un tramage nécessaire pour faciliter les expériences futures d'exploitation.

Dans ce scénario, l'idée de «travail du sexe» est répertoriée comme un moyen de « dignifier » ces personnes, de leur enlever tout le fardeau social négatif d'être une « pute ». ***Mais changer le nom d'une relation d'oppression, d'exploitation et de violence ne la rend pas moins oppressante, moins exploitation ou moins violente. On ne fait que la rendre plus « acceptable » pour la société et pour l'Etat lui-même.***

L'exploitation sexuelle est légalisée aux Pays-Bas depuis 2000. Il y a la zone rouge, où vous pouvez accéder à la consommation-exploitation réglementée par l'Etat. Les femmes sont dans des vitrines, elles se montrent pour attirer les prostitueurs. Ces vitrines ne sont pas détenues par des femmes, bien sûr, parce qu'elles sont très coûteuses pour une femme exploitée ; il y a un propriétaire qui loue. Le propriétaire loue la vitrine par tranches de 8 à 12 heures. Le proxénétisme est possible comme dans n'importe quel pays ; ce sont les mêmes proxénètes des réseaux impliqués dans la traite et l'exploitation sexuelle. Il y a un fait frappant : les vitrines ne sont légalisées que pour les femmes, les hommes ne peuvent pas y être. Cela signifie que le fonctionnement est basé sur le corps des femmes. Le patriarcat s'infiltre partout.

Même là où il y a des années de légalisation du « travail du sexe », la situation des femmes reste celle de la soumission et les femmes n'ont pas l'autonomie proclamée par les régulationnistes.

Les coopératives du sexe et l'Etat proxénète

Sonia Sanchez, militante reconnue des droits des femmes, a popularisé la notion

de « l'Etat proxénète ». S. Sanchez fait valoir que l'État, par sa politique publique, est le grand garant du maintien des femmes dans une situation de prostitution. Cela va au-delà de certains fonctionnaires complices de l'exploitation du réseau ; l'état est l'organisateur social des relations patriarcales. Parmi celles-ci, il y a la fonction de prostituer.

L'Etat est plus qu'un groupe de fonctionnaires corrompus. C'est un système de relations d'oppression qui sont maintenues par des rapports de production et de reproduction, y compris la soumission des femmes.

Avec l'organisation moderne de la société, les relations entre les hommes et les femmes sont cristallisées dans la famille patriarcale. Elles sont caractérisées par la domination d'un homme adulte (sur les femmes et les enfants), qui est propriétaire des biens disponibles pour la famille. Il a pour rôle de subvenir à ses besoins. En contrepartie, les femmes sont responsables de la reproduction quotidienne : la procréation des enfants et leur éducation à la maison. Ce n'est qu'à des périodes exceptionnelles que les femmes accèdent à un travail décent, à égalité avec les hommes, et seule une minorité de femmes y accède. Bien sûr, cette minorité est présentée par les Etats et par le système politique comme une preuve que la démocratie permet d'obtenir l'égalité des sexes. Mais la vérité est tout autre : l'existence de femmes chefs d'entreprise, présidentes et hautes fonctionnaires d'organismes supérieurs est combinée avec le chômage parmi les femmes de la classe ouvrière, même quand il y a une augmentation de l'emploi global. La plupart des femmes, nous sommes condamnées à des emplois de service, surexploités, informels, et peu qualifiés. Ou aux plans sociaux de la misère, tel que l'allocation pour les enfants, qui est, de façon ironique, présentée par les gouvernements comme conférant un droit, alors qu'en fait elle est imposée pour empêcher les femmes de faire pression sur un marché du travail qui ne peut pas et ne veut pas d'elles. Cela fait que le débouché économique pour la plupart des femmes reste la maternité, vivre du salaire du mari comme contrepartie de donner naissance et d'élever les enfants. La famille patriarcale est l'institution qui maintient l'inégalité.

Avec le travail domestique garanti par les femmes, la société résout le problème de la reproduction sociale de façon gratuite, les hommes peuvent s'engager dans le domaine de la production économique, dans un système d'exploitation capitaliste (vendre leur travail pour obtenir la nourriture nécessaire pour lui et sa famille). Les femmes doivent cuisiner, laver les vêtements, prendre soin des enfants, les soigner quand ils sont malades, faire des achats de tous les jours, sans que l'Etat n'investisse un seul centime. Plus difficile est ce travail, plus grande sera la reconnaissance des secteurs les plus conservateurs. À leur tour, les enfants, quand ils seront adultes, occuperont les mêmes places.

Ce type d'organisation sociale patriarcale apparait avec la nécessité de « avoir des enfants d'une paternité certaine, et cette paternité est exigée puisque ces enfants, en

tant qu'héritiers directs, seront un jour les propriétaires des biens du père » (Engels :68). De là le caractère monogamique des relations modernes, qui est le seul à pouvoir assurer une paternité certaine. Cependant, cela n'est qu'une imposition pour les femmes, qui sont victimes de toutes sortes de punitions s'ils osent désobéir ce mandat. La femme doit être fidèle à son mari pour assurer la transmission des biens de la famille patriarcale. Or, si seuls les hommes sont autorisés à avoir des relations extra-conjugales, qui sont les femmes que la société fournit pour cela ? La réponse est très claire : les réseaux d'exploitation sexuelle.

L'imposition de la monogamie pour les femmes (et la négation de leur sexualité) et la soumission aux tâches ménagères constituent les deux côtés de l'oppression des femmes, la mère et la pute.

C'est pourquoi nous disons que l'Etat proxénète est plus que l'existence de quelques fonctionnaires complices ou de responsables de réseaux d'exploitation, mais que c'est la construction de relations sociales patriarcales et capitalistes qui poussent et maintiennent les femmes dans les réseaux d'exploitation sexuelle, pour la consommation des hommes. La combinaison de l'assujettissement des corps des femmes avec l'absence d'un travail qui leur permettrait d'avoir un revenu est à l'origine de l'exploitation sexuelle. Dans cet ensemble, l'Etat utilise des mécanismes de la politique publique, tels que la distribution de préservatifs ou les subventions alimentaires comme un moyen de soulager un peu la situation d'extrême vulnérabilité de ces femmes. Toutefois, ces actions aident l'État à maintenir ces femmes dans le même état de sujétion, sans aucun changement réel. Parler d'État proxénète veut dire qu'avant l'exploitation sexuelle il y a asservissement. Ainsi, la lutte contre cette forme de violence implique nécessairement la lutte contre toutes les relations d'oppression et d'exploitation que l'Etat maintient.

Quand on propose comme une alternative à la soumission sexuelle des femmes la création de coopératives sexuelles, on nie le caractère patriarcal et capitaliste de l'État où cette violence se développe.

Les partisans de « travail sexuel » présentent dans des réunions cette situation : dans une coopérative «il y a 14 femmes qui attendent près de la pièce où la travailleuse du sexe exerce, si le client fait quelque chose, il y a 14 personnes en attente pour le faire payer «. Peut-être, mais il est également vrai qu'une fois que le client «fait quelque chose», la femme a déjà subi la violence. Et le client « fait quelque chose », c'est certain, parce que les hommes qui choisissent l'exploitation sexuelle ne le font pas parce qu'ils n'ont pas le choix, ils le font parce qu'à part le plaisir sexuel, ils ont aussi payé pour décider du corps d'une femme. Les femmes font ce qu'il veut, comme il veut, aussi souvent qu'il veut. C'est le patriarcat. Plusieurs prostitueurs s'expriment dans le livre « Lugar común. La prostitucion » (La prostitution, un lieu commun), de Silvia Chejter. Le

discours de ceux qui utilisent l'exploitation sexuelle y apparait: « Puis j'ai bandé, bang, j'ai frappé un peu le visage de la meuf, bien, bien, l'occasion s'y prêtait bien, elles étaient dans un bled avec des mecs, je ne vous dis pas que nous allons frapper, mais ... « (Chejter: 67). « Oui, cela a à voir avec la guerre des sexes. Pour baiser quelqu'un, qui ne veut pas, oui. Il y a beaucoup de cela »(ibid: 68). Les prostitueurs payent, non seulement pour l'activité sexuelle, mais pour posséder le corps de cette femme; alors quand on négocie un prix avec le prostitueur, il inclut la négociation de l'utilisation du préservatif et l'usage de drogues.

Les régulationnistes ont également suggéré qu'avec la coopérative, sans proxénète, la travailleuse du sexe pourrait négocier librement le prix avec le prostitueur. C'est encore une fois nier la réalité. Cela suppose que la coopérative peut s'isoler loin des rapports sociaux capitalistes et patriarcaux qui commandent la société. ***Le prix, l'utilisation du préservatif, l'activité sexuelle ne sont pas décidés par la femme face à un prostitueur en une négociation entre égaux; le marché détermine l'exploitation sexuelle.*** Pourquoi un prostitueur paierait-il une somme d'argent dans une coopérative, si dans la rue il peut payer la moitié, en imposant ses conditions?.

Un autre argument qu'on entend est que « les coopératives sexuelles sont créées afin que les femmes puissent se débarrasser des proxénètes et ouvrir des lieux en toute autonomie. » Pour avoir un service local ou développer le « travail sexuel », il est nécessaire de couvrir les dépenses nécessaires. L'expérience montre que les femmes qui sont dans des situations d'exploitation sexuelle ne sont pas les femmes de la classe moyenne ayant quelques économies à la banque, mais le contraire : des femmes aux ressources économiques faibles. Le rapport de l'ONUDC 2012 fait une comparaison entre les moments de plus grande crise économique et l'exploitation accrue des femmes. Qui vous financera pour monter une coopérative? Une subvention du gouvernement? Allons-nous demander à l'État de financer le « travail sexuel »? Dans ce cas, nous retournons à la figure du proxénète.

Le débat sur les prostitueurs. Sans état proxénète, il n'y a pas de traite ni d'exploitation sexuelle.

La place des prostituées nécessite un débat spécifique. Souvent, comme moyen d'amoindrir la nature patriarcale de l'opération, on dit qu'il n'y a pas seulement des femmes et des trans qui se font exploiter, qu'il y a aussi des hommes qui sont victimes de l'exploitation sexuelle. Hommes, femmes, trans, n'importe qui peut « être une prostituée». « Il n'y a rien de spécifique à la féminité qui favorise les chances d'être victime d'un réseau d'exploitation ». Ce schéma cache l'argument du consentement, car nier les relations de pouvoir inégales entre hommes et femmes permet d'affirmer que n'importe qui peut être « prostituée ». La prochaine étape qui en découle est « le choix ».

Il y a certainement des hommes exploités, mais dans la majorité des cas ce sont des enfants ou des adolescents, qui sont dans une place d'infériorité par rapport aux adultes dans une société patriarcale. Ces enfants et adolescents devenant adultes dans le circuit d'exploitation sexuelle, occupent le rôle de proxénète. Les femmes sont en revanche exploitées à tout âge. Mais il y a une chose plus importante : ceux qui profitent de l'exploitation sexuelle des femmes, des hommes et trans, ce sont des hommes adultes, des patriarches.

Les prostitueurs sont ceux qui donnent une somme d'argent (ou de la nourriture, un endroit pour dormir, etc) à une femme, un trans, une fille ou un garçon qui doit se soumettre au type d'activité sexuelle que souhaitent les prostitueurs. Ils ne sont pas des « clients », car il est impossible qu'entre une femme dans le besoin et un homme qui a de l'argent il y ait un échange entre égaux, librement négocié dans la situation de prostitution. Le client est celui qui achète un paquet de sucre ; lors de l'achat du corps d'une femme, il est un prostitueur.

Le prostitueur décide d'approcher une femme dans un bordel, dans la rue, sur une place ; il lui donne de l'argent parce que c'est la garantie de pouvoir faire ce qu'il veut avec ce corps pendant un certain temps. Il est pleinement responsable de ses actes d'oppression et il doit faire face aux conséquences. Les prostitueurs consomment l'exploitation pas seulement pour le plaisir sexuel, mais parce que leur argent leur permet d'exercer un pouvoir sur une personne, qui doit faire ce que le prostitueur veut. Avec plus ou moins de culpabilité, toutes les personnes interrogées montrent clairement que l'exploitation sexuelle est la meilleure façon d'avoir des relations sexuelles de la manière dont eux seuls décident. « Tu es à moi pendant un moment, tu es à moi et si je veux plus, je paie plus et je peux avoir tout, l'argent me donne la limite: c'est ce qui prévaut dans la tête d'un type quand il y va, et si je veux cela, bon ...c'est combien, c'est bien, donc je vais payer ... (E 36) »(Chejter: 24). « Vous allez avec une pute et vous ne pensez pas à ce qui arrive à la salope, vous ne pensez qu'à vos désirs. C'est la même chose que n'importe quel service. (E 38) »(ibid).

Dans le même sens, mais avec un peu plus de remords, un autre prostitueur dit : «Pour moi, dans ma tête, je fais du déni. Je veux dire, c'est clair, parce que si elle est là, c'est parce que je paie et elle est là parce que vous payez.... c'est votre esclave pendant un certain temps ... ce que je veux dire, c'est qu'il n'y a pas de réflexion sur cela dans ma tête. Parce que sinon, je ne serais pas là, c'est tout ce qu'on se cache soi-même, c'est ce que la plupart des hommes cachent. Au moins dans mon cas (E 111) »(ibid: 33).

Et tandis que les prostitueurs sont seuls responsables de leurs propres actions, il n'est pas exact de dire que l'existence de prostitueurs est la raison de l'existence de réseaux de traite et d'exploitation sexuelle, mais un élément fondamental dans ces réseaux. Beaucoup de féministes soutiennent que la lutte pour l'éradication des réseaux

d'exploitation sexuelle implique la lutte contre la demande les prostitueurs.

Les expressions « Sans clients, il n'y a pas de prostitution », « Sans clients, il n'y a pas traite », « Sans proxénète, il n'y pas d'exploitation », ne parviennent pas à rendre compte de la profondeur des relations sociales sexistes et patriarcales. Ce sont les relations oppressives de la société patriarcale qui font que les femmes et les trans soient soumis à ces réseaux. Ces réseaux sont pris en charge par les grands appareils, les forces de répression, des gouvernements, des fonctionnaires, des prostitueurs.

Ces déclarations sont l'inverse de la réalité. Cela suggère que l'offre est générée à partir de la demande. Mais dans la société capitaliste, la consommation de biens ne dépend pas des besoins. Le processus est inversé. Est-il vraiment nécessaire de changer de téléphone portable au moins une fois par an? Ou d'avoir une télévision qui a la taille d'une personne? Ou de payer le double pour un pantalon, juste parce que l'étiquette est plus moderne? Ce qui apparaît comme une nécessité de la société sont des constructions d'un système capitaliste de consommation. Un produit est inventé, annoncé sur le marché pour faire croire qu'est vraiment nécessaire, et vendu. L'exploitation sexuelle, c'est pareil : le besoin de consommer la femme (une envie incontrôlable de satisfaire un désir sexuel) a été inventé, le produit (les femmes exploitées) est offert et disponible sur le marché (réseaux d'exploitation) pour les consommateurs (des prostitueurs).

Chaque jour, nous sommes enveloppés dans une exaltation euphorique du besoin des hommes de « décharger » leur sexualité, et nous voyons des femmes répondre à ce besoin dans un rôle de « serviteurs ». Les publicités, pour des déodorants, des voitures, des vêtements, de la bière, des cigarettes, évoquent constamment des lieux d'achat sexuel. Les corps nus ou à moitié nus de femmes qui apparaissent immanquablement dans les publicités pour un produit rappellent la vente du corps d'une femme. Ce n'est jamais clair si c'est la femme ou le produit qui est à vendre. Les offres de femmes, sous forme de « massage » ou de « escorts », pullulent dans les journaux (sur Internet surtout) ou sur des poteaux de nos villes.

Ainsi, on crée un besoin avec le marché, pour y répondre en s'appuyant sur les fondements du patriarcat, qui accorde à la sexualité masculine le pouvoir d'utiliser le corps des femmes pour son propre plaisir. Donc, le point crucial de la lutte concerne les réseaux existants, c'est le premier maillon.

Les organisations internationales, les politiques capitalistes et patriarcales prennent également pour cible les « clients », parce qu'ils ne veulent pas toucher aux privilèges des réseaux: « S'il n'y avait pas de demande pour le commerce du sexe, le trafic sexuel n'existerait pas sous la forme qui est celle d'aujourd'hui. Cette réalité souligne la nécessité de grands efforts, continus, visant à appliquer des politiques et promouvoir des normes culturelles qui ne permettent pas de payer pour le sexe » (« Trafficking in Person, June 2014»: 24).

Le problème avec ce type de slogans est qu'il détourne l'axe de la lutte. C'est bien de punir ceux qui profitent de l'exploitation sexuelle, ils sont responsables de violence et d'abus de pouvoir, mais en punissant ou en verbalisant tous les prostitueurs on n'arrivera jamais à démanteler les réseaux (ce n'est pas surprenant que des politiques de pénalisation de la « consommation » n'aient pas fait diminuer le nombre de personnes exploitées). Les gouvernements patriarcaux utilisent la « pénalisation du prostitueur » pour avoir le bon rôle devant les caméras de télévision, sans s'attaquer au problème de la traite et l'exploitation sexuelle, laissant actionner librement les proxénètes, les trafiquants et tous ses complices.

La dignité réside dans la lutte pour l'émancipation

C'est justement ici, dans le débat social sur la prostitution, qu'apparait également la position qui présente la prostitution exercée librement comme une forme de libération sexuelle ; jouir pleinement de sa propre sexualité, et accessoirement se faire un peu d'argent. Pour les tenants de cette position, celles qui adoptent une position abolitionniste apparaissent comme « moralistes », comme « étouffant » la sexualité des femmes. Ils disent: « Pour vous, ce n'est sûrement pas la même chose que nous travaillions avec nos mains ou que nous travaillions avec notre vagin… donc c'est cela le problème, et c'est cela que nous devons discuter. Qu'est-ce qui vous arrive à vous avec votre sexualité, qu'est-ce qui fait que vous n'admettez pas que les autres définissent leur autonomie personnelle ? » (Georgina Orellano, AMMAR-CTA –Syndicat de travailleuses du sexe de l'Argentine-, dans le cadre d'une journée sur le « Travail du sexe, la traite et l'exploitation sexuelle », Juin 2013). Et bien sûr, ce n'est pas la même chose, parce que nous comprenons que la négation de la sexualité des femmes (y compris la sexualité génitale) est le bastion de l'oppression patriarcale : ce n'est pas la même chose qu'une femme soit violée ou qu'on lui mette le doigt dans le nez.

Nous sommes abolitionnistes parce que nous sommes absolument convaincues que l'exploitation sexuelle ***est tout le contraire*** de la libération sexuelle. En conjonction avec le pacte nuptial pour la maternité, l'exploitation sexuelle est l'expression ultime de ***la négation de la sexualité des femmes***. Pourquoi s'accomplit l'exploitation sexuelle? Parce qu'à travers l'achat des corps des femmes un prostitueur peut espérer, demander, exiger ce qu'il souhaite à ce moment-là. Parce qu'ainsi on évite l'effort impliqué par l'entrée en relation avec un autre être humain, l'échange mutuel, le fait de donner du plaisir pour en recevoir. Parce que les prostitueurs sont bien conscients de la situation de vulnérabilité et de besoin dans laquelle se trouvent ces femmes, et ils en profitent moyennant leur argent.

Disant cela, on ne victimise personne, c'est appeler les choses par leur nom. ***Aucune exploitation sexuelle ne peut exister sans violence***: on ne peut pas extraire

de la totalité un morceau de réalité, on ne peut pas présenter l'exploitation sexuelle en faisant abstraction du système capitaliste patriarcal qui la génère.

C'est une erreur que de penser qu'on puisse faire face à la double morale de la société avec la notion de « fierté de la salope », qui n'est rien d'autre que le revers de la médaille de la déplorable « fierté de vivre pour être mère », glorifiant une facette de plus de la barbarie du capitalisme patriarcal. La fierté de femmes exploitées ne peut se concevoir que dans la lutte pour l'émancipation de toutes les formes de violence à laquelle nous sommes soumises quotidiennement.

Nous luttons pour la libération sexuelle de toutes les personnes, pour vivre une sexualité libre et épanouie qui brise les cadres stricts de la monogamie hétérosexuelle et exclusivement reproductive. Une sexualité qui ne soit pas liée aux besoins de survie dans une société d'exploitation et d'oppression qui transforment nos corps en marchandises en leur attribuant un prix. Nous nous battons pour une sexualité qui nous permette de choisir avec qui, avec combien, quand et où, jouir de nos corps.

L'abolitionnisme, une lutte socialiste et féministe

L'exploitation sexuelle est la manifestation la plus évidente des relations existant dans une société patriarcale et capitaliste: le corps des femmes, des trans et des enfants se transforment en marchandises et sont vendus au profit d'un autre. L'État patriarcale et capitaliste garantit et sanctifie l'ensemble des relations d'oppression, bases qui permettent la soumission des femmes par les hommes.

Les multiples façons dont l'exploitation sexuelle se produit assurent une accumulation d'argent à l'échelle internationale, ces sommes faisant partie des économies nationales. La traite des êtres humains satisfait le marché de l'exploitation sexuelle, non comme une fin en soi mais comme un moyen pour un négoce qui génère effectivement des bénéfices, l'exploitation sexuelle.

Les réseaux sont soutenus non seulement par des proxénètes qui régentent les réseaux, les bordels, clubs, (appartements, des rues, des sites web), mais par tous les fonctionnaires de l'État patriarcal bourgeois: depuis les plus hauts fonctionnaires, les inspecteurs municipaux etc . Et les forces répressives de l'Etat protègent cette entreprise.

La preuve que les relations patriarcales sont nécessaires pour soutenir ce fléau est que ce sont des femmes et des trans qui sont exploités et que ceux qui profitent sont des hommes. Dans ce contexte, imaginer une décision libre et autonome d'une femme pour faire partie du circuit revient à nier les relations sociales. C'est nier la réalité de la violence quotidienne que nous les femmes nous subissons, qui s'approfondit dans les domaines de l'exploitation sexuelle. Des femmes qui ont été victimes de ces réseaux en ont témoigné, ainsi que des prostitueurs qui ont consommé ce type d'exploitation.

Donc, nous nous battons pour construire une société sans exploitation et sans

oppression, nous nous battons pour arracher à cet état des revendications du mouvement des femmes qui nous permettront d'améliorer nos conditions de vie. L'intégration des femmes et trans dans le circuit de production est la première étape pour sortir de la sphère domestique, l'endroit le plus dangereux pour les femmes, pour avoir une autonomie économique vis-à-vis des hommes. De cette façon, les féministes socialistes se battent pour arracher à l'État bourgeois tout ce que nous pouvons pour améliorer la vie des femmes:

- Intégration des tâches ménagères aux champs de production sociale, des buanderies et des cantines de qualité dans les quartiers pauvres.
- L'inclusion des femmes dans la production implique l'égalité dans l'éducation. Nous luttons pour remplacer l'allocation familiale misérable par des subventions pour tous, avec ou sans enfants, pour permettre l'autonomisation des femmes via l'indépendance économique.
- Priorité aux femmes dans les plans de logement et logement immédiat pour les victimes de l'exploitation sexuelle et de violence familiale.
- Foyers d'hébergement conviviaux pour les femmes et leurs enfants.
- Programmes d'aide aux femmes avec des formations dans les perspectives de genre.
- Education sexuelle publique scientifique et laïque, visant à bannir la notion de soumission et le mépris des femmes et des trans.
- Avortement sécurisé et gratuit à l'hôpital public. De véritables politiques de contraception.
- Séparation de l'Eglise et de l'Etat. Fin des subventions pour l'enseignement religieux et abrogation de la loi instituant des salaires et des retraites pour les prêtres.
- Démantèlement des réseaux de la traite et de l'exploitation sexuelle. Prison ferme pour les proxénètes et tous ceux qui profitent de l'exploitation sexuelle. Poursuites des fonctionnaires complices par action ou omission. Travail décent et soins complets pour les femmes sauvées des réseaux et pour les victimes de l'exploitation sexuelle.
- Prison ferme pour les agresseurs et les meurtriers de femmes.
- Unité du mouvement des femmes avec le mouvement ouvrier et populaire pour détruire le capitalisme patriarcal et pour construire une société sans exploitation et sans oppression.

La lutte pour l'abolition des réseaux d'exploitation sexuelle et la traite est la lutte contre l'ensemble des relations d'oppression et d'exploitation, la lutte contre l'état patriarcal et capitaliste. Le mouvement organisé des femmes dans les rues peut envisager ce combat seulement en alliance stratégique avec les travailleurs : sans patrons qui profitent de notre travail, ni proxénètes qui prennent possession de nos corps !

Bibliographie

-Asociación de Mujeres Argentinas por los Derechos Humanos: Con voz pro- pia. Buenos Aires, 2011
- BERKINS, Lohana y KOROL, Claudia (comp.): Diálogo: Prostitución/trabajo sexual: las protagonistas hablan. Buenos Aires, Feminaria, 2007.
- CABELLO, María Fernanda; JANSON, Astrid; POLANCO, Nadia: "Abordaje de la problemática de explotación sexual de niñas, niños y adolescentes. Una pro- puesta de trabajo". Ponencia presentada en las Primeras Jornadas Nacionales Abolicionistas sobre Prostitución y Trata de Mujeres y Niñas/os, Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires, 4 y 5 de diciembre de 2009. –
- Reflexiones sobre la problemática de explotación sexual de niñas, niños y adolescentes, a partir de una experiencia de trabajo". Ponencia presentada en las Primeras Jornadas Regionales Abolicionistas sobre Prostitución y Trata de Mujeres y Niñas/os, Moreno, Buenos Aires, 2011. –
- "La política social en tela de juicio. Análisis del trabajo realizado con Buenos Aires". Ponencia presentada en las Terceras Jornadas Nacionales Abolicionistas sobre Prostitución y Trata de Mujeres y Niñas/os, La Plata, Buenos Aires, 6 y 7 de diciembre de 2012.
- CHÁVEZ, Ana y SÁNCHEZ, Sonia: ¿Qué te indigna? Trata de personas con fines de explotación sexual. Buenos Aires, La Antorcha, 2013. - CHEJTER, Silvia: Lugar común. La prostitución, Buenos Aires, Eudeba, 2010. - Código de Faltas de la provincia de Córdoba.
- Departamento de Estado de Estados Unidos: "Trafficking in Person - Report June 2013"
- ENGELS, Friedrich: El origen de la familia, la propiedad privada y el Estado. Buenos Aires, Claridad, 2007.
- GALINDO, María y SÁNCHEZ, Sonia: Ninguna mujer nace pare puta, Buenos Aires, Lavaca, 2007. - JEFFREYS, Sheila, La industria de la vagina. La economía política de la comer- cialización global del sexo. Buenos Aires, Paidós, 2012.
- MAFFÍA, Diana: Sexualidades migrantes. Género Transgénero, Buenos Aires, Feminaria, 2003. -MONCADA, Elena: Yo elijo contar mi historia, Santa Fe, 2013.
- Organización Internacional del Trabajo, "Estimación sobre el Trabajo Forzoso. Resumen ejecutivo", junio de 2012.
- Organización Internacional para las Migraciones, www.iom.int/cms/es.
- PÉREZ, Patricia: "Una mirada marxista de la familia", en Socialismo o Barbarie 23/24, Buenos Aires, 2009.
- Proyecto de Ley presentado por AMMAR-CTA en julio de 2013.
- SÁNCHEZ, Sonia: La puta esquina. Campo de concentración a cielo abierto, Buenos Aires, La Tinta, 2011. - UNDOC: "Global Report in Trafficking in Person 2012".
- ZETA, Inés: "Crítica a la desconstrucción reaccionaria del movimiento de mujeres", en Socialismo o Barbarie 23/24, Buenos Aires, 2009.

Le débat sur la question de la prostitution, et la position à prendre face à ce phénomène traverse et divise depuis des années le mouvement des femmes. Lutter pour l'abolition de la prostitution ou l'accepter comme un travail comme les autres, source possible d'épanouissement personnel pour certaines personnes ? Dans ce texte de Marina Hidalgo Roble, nous défendons l'idée que, tout en s'opposant aux mesures prohibitionnistes mises en place par l'Etat proxénète, le mouvement des femmes doit se battre pour en finir avec les bases matérielles qui font de la prostitution une perspective imposée pour des millions de femmes au niveau mondial, ainsi qu'un énorme business pour les capitalistes. Nous soutenons ici une position abolitionniste, féministe et socialiste, pour s'attaquer aux racines du système capitaliste patriarcal, dans la perspective d'en finir avec toutes les formes d'exploitation et d'oppression.

« La traite et l'exploitation sexuelle constituent un problème qui, au cours des dernières décennies, a pris de l'importance pour la société en général, et en particulier pour le mouvement des femmes. La lutte contre la traite et l'exploitation sexuelle est dans l'agenda du mouvement des femmes, dans les rues et dans les débats théoriques et politiques. Nous, Las Rojas, dans le cadre du mouvement des femmes qui s'organise pour lutter contre le patriarcat, participons non seulement au combat quotidien dans la rue, mais aussi à l'approfondissement du débat sur l'abolition, dans une perspective féministe et socialiste.

Pour gagner le combat, il est nécessaire de préciser comment ces formes de domination fonctionnent selon les intérêts des gouvernements et des organisations internationales, et de débattre sur la stratégie que nous, femmes, devrions mettre en place pour lutter.

Ce fléau existe dans tous les pays du monde, des plus pauvres aux plus développés, avec un vecteur commun : la marchandisation du corps et le viol, des femmes, des trans et des enfants. Au cours des dernières décennies, avec l'accentuation des politiques néolibérales dans le monde entier, la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle est devenue une activité rentable pour les Etats puisque c'est l'une des « activités » qui pèse dans le PIB des nations. »